

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

Sorgenbarometer 2021–2030

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Buchwalder, Mathias
Magnin, Chloé

Bevorzugte Zitierweise

Buchwalder, Mathias; Magnin, Chloé 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Sorgenbarometer 2021–2030, 2021 – 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.08.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Stimmung in der Bevölkerung	1

Abkürzungsverzeichnis

AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
SNB	Schweizerische Nationalbank
EU	Europäische Union
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
KMU	Kleine und mittlere Unternehmen
BVG	Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge
gfs.bern	Forschungsinstitut gfs.bern

AVS	Assurance-vieillesse et survivants
BNS	Banque nationale suisse
UE	Union européenne
EEE	l'Espace économique européen
PME	petites et moyennes entreprises
LPP	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
gfs.bern	Institut de recherche gfs.bern

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Stimmung in der Bevölkerung

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.11.2021
MATHIAS BUCHWALDER

Pour la seconde année consécutive, la pandémie de coronavirus et ses conséquences figurent en tête des préoccupations des suisses et suissesses, selon le **baromètre des préoccupations 2021 du Credit Suisse**. L'étude, réalisée par gfs.bern aux mois de juillet et d'août 2021, indique que 40 pour cent des répondant.e.s considèrent ce thème comme l'un des cinq plus gros problèmes auxquels le pays fait face. La protection de l'environnement et du climat (39%) et l'AVS/prévoyance vieillesse (39%) sont également des sujets dont la population se soucie fortement. Les relations avec l'UE (33%), l'évolution des coûts en matière de santé et d'assurances (25%), l'arrivée de forces de travail qualifiées (20%) et de réfugié.e.s (19%) suivent dans ce classement. Par rapport à l'année précédente, la gestion de la pandémie, si elle demeure certes première, semble moins préoccuper la population – 51 pour cent des sondé.e.s la classait parmi les cinq problèmes les plus importants – alors que la question climatique et environnementale prend plus d'importance – de 29 à 39 pour cent –, peut-être en lien avec le rejet de la loi sur le CO2 et les catastrophes naturelles comme les inondations en Allemagne en juillet, selon le rapport. Malgré l'abandon de l'accord-cadre, les citoyennes et citoyens semblent moins inquiet.e.s de la poursuite des relations avec l'UE qu'en 2020. Enfin, les thématiques migratoires perdent de l'importance depuis quelques années, tandis que le chômage ne figure pas non plus parmi les préoccupations principales de la population.

En outre, 65 pour cent des personnes interrogées considèrent leur situation économique comme très bonne ou plutôt bonne, et sont plutôt confiantes quant à leurs possibilités de maintenir ce niveau de prospérité. De plus, 10 pour cent des sondé.e.s s'attendent à une dégradation de leur situation économique (-9 points de pourcentage, pp, par rapport à 2020), une part qui revient ainsi au niveau d'avant la pandémie.

Après une progression en 2020, la confiance dans les institutions est en recul cette année. 63 pour cent des citoyennes et citoyens témoignent de leur confiance envers la police (-7pp) et le Conseil fédéral (-5pp). Le Tribunal fédéral jouit de la confiance de 60 pour cent de la population (-3pp), la BNS de 51 pour cent (-6pp), le Conseil des États de 42 pour cent (-9pp), tout comme le Conseil national (-6pp). Enfin, l'administration publique (39%, -9pp) et l'armée (40%, -8pp) enregistrent également un recul. Lorsqu'on leur demande leur avis sur la gestion de la crise, 57 pour cent des suisses et suissesses estiment que la Suisse a mieux géré la pandémie que les autres pays, même si 63 pour cent auraient jugé opportun que la Confédération dispose de plus de compétences par rapport aux cantons durant la période de crise.

L'étude de gfs.bern porte sur un échantillon de 1722 personnes disposant du droit de vote et issues de toute la Suisse. La marge d'erreur est de plus ou moins 2.3 points de pourcentage.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.11.2022
MATHIAS BUCHWALDER

L'environnement, les retraites ainsi que le thème de l'énergie: ce sont là les trois préoccupations principales de la population suisse, d'après le **baromètre des préoccupations 2022** du Credit Suisse. L'enquête a été réalisée par l'institut gfs.bern auprès de 1'774 personnes ayant le droit de vote entre juillet et août 2022.

Comme en 2021, 39 pour cent des sondé.e.s citent la protection de l'environnement, le changement climatique et les catastrophes qui en découlent parmi leurs cinq préoccupations principales, ce qui fait de l'environnement le thème le plus mentionné en 2022. L'année précédente, il n'était précédé que par la pandémie de Covid-19, qui constituait la principale préoccupation de la population autant en 2020 (51%) qu'en 2021 (40%). Signe que les heures les plus graves de la crise sanitaire semblent passées, elle n'est mentionnée que par 13 pour cent des répondant.e.s en 2022, ce qui en fait, selon le communiqué de presse, un «problème du quotidien», et non plus une préoccupation majeure. À l'inverse, l'environnement gagne en importance au fil des années: 7 pour cent le mentionnaient en 2006, et 18 pour cent en 2012. Quant au thème de la prévoyance-vieillesse et l'AVS, il figurait déjà parmi les préoccupations principales de 51 pour cent des répondant.e.s en 2006, et de 36 pour cent en 2012. En 2022, 37 pour cent des suisses et suissesses considèrent toujours qu'il s'agit là d'un des problèmes les plus importants. Ce résultat n'est pas étonnant, sachant que la réforme

du système des retraites est l'un des serpents de mer de la politique suisse depuis plusieurs décennies. Il appartiendra au baromètre de 2023 de démontrer si le projet AVS-21, accepté dans les urnes par une courte majorité de la population en septembre 2022, aura calmé les inquiétudes à ce sujet. Pendant ce temps, les débats sur la réforme de la LPP continuent au Parlement. Le podium des préoccupations des suisses et suissesses est complété par la question de l'énergie, mentionnée par 25 pour cent des répondant.e.s (11% en 2006; 16% en 2012). Les incertitudes à court-terme liées à la guerre en Ukraine jouent sans aucun doute un grand rôle dans l'importance accordée à ce thème, qui n'avait jusqu'alors jamais figuré aussi haut dans le classement. Les auteur.e.s du rapport relèvent cependant que la stratégie énergétique à long-terme constitue également une crainte, s'agissant notamment des compromis qu'il faudra probablement accepter «dans les domaines de l'environnement, de la protection du paysage ou de technologies telles que le nucléaire». Outre l'énergie, la guerre en Ukraine a des implications sur d'autres thématiques. Ainsi, 20 pour cent des personnes interrogées mentionnent le conflit en tant que tel parmi leurs préoccupations principales (8e rang dans le classement), et 21 pour cent s'inquiètent de la sécurité de l'approvisionnement (énergie, mais aussi médicaments et sécurité alimentaire, 7e rang du classement). Enfin, l'inflation, mentionnée par 24% des sondé.e.s, figure en cinquième position et fait son retour après plusieurs années d'absence, tandis que le système de santé, un thème récurrent, figure cette année au sixième rang (24%). Les thématiques relevant de la migration ferment le «top ten» des préoccupations de la population, mentionnées par 19 (pour la catégorie «étrangers / immigration / libre circulation des personnes») et 16 pour cent (pour la catégorie «réfugiés / demandeurs d'asile»). Malgré la forte pression migratoire en 2022, l'importance accordée à ces thématiques reste loin de celle d'il y a quelques années.

Dernier thème du top 10 à ne pas avoir été évoqué, la politique européenne est mentionnée par 25 pour cent des participant.e.s au sondage, ce qui la classe au quatrième rang des préoccupations principales. La population est partagée quant à la politique européenne menée par la Suisse. En effet, la décision prise par le Conseil fédéral de rompre les négociations pour un accord-cadre institutionnel en mai 2021 est saluée par 49 pour cent des répondant.e.s (-2 points de pourcentage (pp) par rapport à 2021), alors que 42 pour cent (+2pp) la regrette. Pour l'avenir, différentes solutions sont plébiscitées parmi les sondé.e.s: la reprise des négociations pour un accord-cadre recueille le plus de soutien, à égalité avec le développement des accords bilatéraux. Parmi les autres possibilités évoquées, l'entrée dans l'Espace économique européen (EEE) bénéficie d'un regain de support, trente ans après le refus de cette proposition dans les urnes. 76 pour cent des participant.e.s à l'étude trouvent qu'il est important que la Suisse entretienne des relations stables avec l'UE. Pour la majorité, la responsabilité du développement des relations Suisse-UE incombe au Conseil fédéral. D'un point de vue économique, 19 pour cent (+9pp) des citoyennes et citoyens craignent que leur situation personnelle ne se détériore à l'avenir, le taux le plus élevé depuis que cette question est posée. En revanche, 65 pour cent qualifient leur situation économique actuelle de bonne ou très bonne, comme l'année passée, et 6 pour cent la considère comme mauvaise ou très mauvaise. En outre, 92 pour cent des personnes interrogées trouvent que l'économie suisse va plutôt bien, voire très bien, en comparaison avec les autres pays.

Enfin, la confiance dans les institutions demeure stable, à un niveau relativement élevé: le Conseil fédéral, la police et le Tribunal fédéral bénéficient de la confiance de plus de deux tiers de la population. La confiance accordée au Parlement, à la BNS et aux partis politiques est moindre, mais connaît une légère amélioration, alors que la confiance dans l'armée, en raison probablement du contexte géopolitique, bondit de 8pp pour atteindre 48%.

À moins d'une année des prochaines élections fédérales, les tendances mises en avant par la 46ème édition du baromètre des préoccupations sont susceptibles de donner des idées aux partis politiques. Sachant que les élections fédérales de 2019 ont été marquées par la question climatique et celles de 2015 par la crise migratoire, sur quels thèmes faudra-t-il capitaliser en 2023 pour engranger des voix? ²

En 2023, les primes d'assurance maladie, l'environnement et l'AVS sont les trois préoccupations principales de la population suisse. C'est la conclusion tirée par la 47ème édition du **baromètre des préoccupations** de Credit Suisse, conduit par gfs.bern. Les données, récoltées auprès de 1'551 personnes ayant le droit de vote en Suisse entre août et septembre **2023** ont permis de réaliser une esquisse de ce qui préoccupe les votant.e.s suisses.

Les préoccupations portant sur la santé, les assurances maladie et les primes d'assurance maladie ont grimpé de 16 points depuis 2022, devenant la problématique

principale mentionnée par les sondé.e.s. Ce domaine a été évoqué par 40 pour cent des participant.e.s, lorsque, à partir d'une liste prédéfinie qui regroupe des thèmes discutés publiquement, les sondé.e.s ont dû sélectionner les 5 domaines qu'ils et elles considèrent personnellement comme étant les problèmes les plus importants en Suisse. Alors que la thématique englobant l'environnement, le changement climatique et les catastrophes naturelles prenait la première place du tableau en 2022, en une année, les préoccupations ont relativement baissé à ce sujet (-1pp), pour atteindre la deuxième place du tableau. 38 pour cent des participant.e.s ont affirmé être préoccupé.e.s par ces domaines. Bien que ce pourcentage reste haut, le rapport note que la constante augmentation des préoccupations liées à l'environnement entre 2017 et 2021 – grèves pour le climat – n'est plus observée. Aussi, la fragmentation des préoccupations – grand nombre de préoccupations différentes – pourrait expliquer l'évolution globale des préoccupations dans le temps. L'AVS reste perçue comme problématique par la population (32%), bien qu'elle soit moins mentionnée qu'auparavant (-5 pp). La quatrième place est occupée par deux domaines ex aequo (26%): les relations avec l'Europe et les questions énergétiques (approvisionnement électrique, énergies renouvelables et énergie nucléaire). Cette dernière thématique avait pris l'ascenseur dès le début de la guerre en Ukraine et a encore augmenté (+1 pp) depuis l'analyse de 2022. La population suisse est aussi préoccupée par la migration et les étranger.ère.s (23%), les classant au sixième rang, suivis de très près par l'inflation et les questions relatives à l'habitat (augmentation des frais d'habitation et de loyers) (+9pp), tous deux mentionnés par 22 pour cent des sondé.e.s. Dans les thématiques les moins mentionnées du «top dix», se trouvent les réfugié.e.s et les questions d'asile ainsi que la sécurité sociale (respectivement 20% et 15%).

Près de 65 pour cent des Suisses et Suissesses estiment que leur situation financière se porte bien ou très bien. De plus, une corrélation a pu être notée: plus le revenu est haut, meilleure est l'appréciation de la situation financière. En comparaison avec l'étranger, les Suisse.esse.s interrogé.e.s s'accordent presque tous et toutes – plus de 90 % – à dire que l'économie se porte bien. Ce taux a augmenté depuis 2004. A ce moment-là, quelques 80 pour cent défendaient cette position.

A la question: «Avez-vous le sentiment que la politique du Conseil fédéral et de l'Administration échoue sur des aspects décisifs », bien que la plupart ait répondu «rarement» (47%), 46 pour cent affirment que c'est souvent le cas. Pratiquement personne est en accord parfait avec les décisions des institutions suisses. Le nombre de citoyen.ne.s qui estiment que le gouvernement échoue souvent a quelque peu diminué par rapport à 2020 et à la période de pandémie. La police et la justice, suivies par le Conseil fédéral et la BNS sont les institutions à qui le plus de confiance est accordée. Le sondage note une baisse de confiance remarquable concernant les institutions religieuses ; et ceci, avant l'éclat des scandales liés à l'Eglise catholique.

Comme 2023 était une année électorale, les partis politiques ont occupé une place particulière dans le sondage. L'UDC a été décrite comme la plus compétente – sur les 6 axes d'actions politiques évoqués – par le plus de sondé.e.s. Près d'un tiers des sondé.e.s considère que l'UDC défend des valeurs justes ou importantes en Suisse. Le PS, Le Centre et le PLR sont généralement perçus de manière semblable, à une exception près. Le PS semble se distinguer sur les thèmes politiques qu'il défend. En effet, il serait plus capable de mener des discussions autour de problématiques qui touchent la population. Il a été remarqué que les 18 à 39 ans considèrent que l'UDC fait un bon travail de campagne et est capable de faire aboutir les idées qu'elle défend. Cependant, pour les autres questions posées – par exemple «défend des valeurs justes en Suisse» ou «aide la Suisse sur le long terme» –, les autres partis la devancent. Le Centre et les Verts-libéraux sont considérés par les votant.e.s suisses comme les plus aptes à trouver une solution à la plus grande préoccupation des Suisse.sse.s : les primes et les caisses maladie. Le sondage mentionne l'initiative populaire du Centre pour donner une possible explication à ce phénomène.

L'analyse pointe un changement de mentalité relatif au monde du travail. Pendant près de 37 ans, les votant.e.s suisses ont considéré le chômage comme une préoccupation importante. Cependant, depuis 2020, les préoccupations à ce sujet baissent, se rapprochant d'autres sources de soucis. Ainsi, le chômage ne fait, actuellement, plus partie du tableau (-8 pp par rapport à 2022). Cette préoccupation a été remplacée par une inquiétude liée aux coûts de la vie (coûts de l'habitat + 9 pp).

Sur la base des réponses obtenues, le rapport de l'institut bernois n'a pas pu générer un modèle généralisable à toute la population. Les générations, l'âge ou la région linguistique seraient des facteurs pouvant expliquer certaines différences dans les préoccupations formulées. Une individualisation de la société et la fragmentation des médias pourraient expliquer la variation des réponses. Ainsi, il a été avancé que pour les Suisse.sse.s, le «nous» a perdu en importance alors que le «je» en a pris.³

Le nouveau **Baromètre des préoccupations 2024** établi par **UBS** en collaboration avec gfs.bern – préalablement publié par Crédit Suisse – est disponible. Le **système de santé**, incluant les primes maladies, est la thématique qui préoccupe le plus les Helvètes en 2024. En effet, elle tourmente 48 pour cent de l'électorat suisse. Elle est suivie de la protection de l'environnement et du climat qui prend la deuxième place (32%), mais les préoccupations à ce sujet ont diminué depuis 2023 (-6 pp). A la troisième marche du podium des préoccupations se trouve la prévoyance vieillesse (29%) qui a elle aussi diminué en une année (-3 pp). Dans le top dix, les thématiques de la santé (+8 pp), de l'asile (+8 pp ; quatrième place), de l'immigration (+3 pp ; cinquième place), des coûts du logement (+3 pp ; sixième place), de la sécurité et de la criminalité (+6 pp ; dixième place) ont plus inquiété les participantes et les participants en 2024 qu'en 2023. L'analyse a aussi laissé transparaître que l'incertitude économique et l'augmentation du coût de la vie inquiètent les personnes interrogées.

L'étude mentionne que l'importance des inquiétudes liées à la thématique de la santé pourrait être due aux objets politiques votés en 2024 ainsi qu'à l'augmentation des primes. Gfs.bern souligne que les **préoccupations économiques** ont changé au fil des années. En effet, le chômage et la stabilité du système financier ne font plus partie du top 20, comme cela a déjà été noté par le passé. Ce sont plutôt les frais de logement qui préoccupent la population. Cette thématique a été mentionnée par 25 pour cent de l'électorat interrogé. Cependant, l'étude note que d'autres facteurs influencent les préoccupations de la population helvétique. Ainsi, la génération ou le sexe de la personne interrogée influencent son degré d'inquiétude ressentie pour une thématique.

Pour les Helvètes, l'innovation est importante. Cette dernière serait particulièrement soutenue par les institutions de formation et de recherche suisses, les PME, les start-up ou les entreprises internationales. Mais, les **institutions politiques** inciteraient peu à l'innovation. De plus, près de la moitié de l'électorat estime que le gouvernement et l'administration suisses ne sont pas à la hauteur dans leurs domaines de travail. Toutefois, la confiance accordée aux acteurs suisses est plus importante que celle témoignée pour les acteurs internationaux. Les bouleversements géopolitiques inquiètent plutôt fortement ou très fortement la majorité des interrogé.e.s. Le rapport s'est ainsi intéressé aux préoccupations liées à l'UE (18% ; huitième place), qui ont diminué depuis l'année précédente (-8 pp), ou encore à l'inquiétude de la perte de la neutralité suisse. Aussi, la Suisse serait perçue comme capable de s'adapter (64%) et 49 pour cent des interrogé.e.s font confiance au degré de préparation de la Suisse. Toutefois, 76 pour cent estiment que la Suisse devrait être plus offensive vis-à-vis de l'étranger quand elle défend ses intérêts.

En ce qui concerne la perception de la **satisfaction personnelle**, la majorité l'a qualifiée positivement, mais la part de personnes jugeant la situation actuelle comme bonne et qui perçoit l'avenir avec optimisme a diminué.⁴

1) Credit Suisse (2021) Sorgenbarometer; LT, 19.11.21; Blick, CdT, LT, 26.11.21; AZ, 28.12.21

2) Communiqué de presse Credit Suisse - baromètre des préoccupations 2022; Credit Suisse, baromètre des préoccupations 2022

3) Credit Suisse, baromètre des préoccupations 2023; Lib, 4.12.23

4) Communiqué de presse UBS du 12.12.24; Rapport Baromètre des préoccupations UBS 2024